



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
Direction de l'Enseignement

BANQUE COMMUNE D'ÉPREUVES ÉCRITES  
POUR LE HAUT ENSEIGNEMENT COMMERCIAL

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES  
ÉCOLE SUPÉRIEURE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES  
E.S.C.P. – E.A.P.  
E.M. LYON

CONCOURS D'ADMISSION DE 2004

OPTIONS :

SCIENTIFIQUE, ÉCONOMIQUE, LETTRES & SCIENCES-HUMAINES, TECHNOLOGIQUE

**PREMIÈRE LANGUE**

**SOUS-ÉPREUVE N° 2**

**ARABE - ITALIEN - PORTUGAIS - RUSSE**

**EXPRESSION ÉCRITE**

**Durée : 2 heures**

**Mercredi 5 Mai 2004, après-midi**

N.B. : Les candidats ne doivent faire usage d'aucun document, dictionnaire ou lexique, sauf pour l'Arabe, pour lequel l'emploi d'un dictionnaire bilingue est autorisé; l'utilisation de toute calculatrice et de tout matériel électronique est interdite.

## ARABE

Lire soigneusement le texte ci-dessous :

### Pour une bibliothèque universelle

#### *Repenser le droit d'auteur*

(...)

Il est possible de repenser la notion de droit d'auteur en fonction du nouvel environnement virtuel, mais, pour cela, il faudra cesser d'en faire un absolu et un bloc monolithique. Le principe qui devrait guider une telle révision est de sauvegarder la gratuité de la lecture et de la consultation en ligne des archives culturelles d'une société, comme le permet la bibliothèque depuis des millénaires. Son objectif est d'éviter une fracture irréversible entre la culture du Web et celle du papier, et que cette dernière ne devienne frappée d'obsolescence pour une part croissante de la population et des segments entiers de la production culturelle. Le postulat de base qui devrait guider cet *aggiornamento* est qu'il est nécessaire de différencier l'accès au texte en fonction du support sur lequel il est affiché et selon la possibilité qu'a le lecteur de le manipuler à sa guise, de l'annoter et de le conserver à long terme. En effet, si on ne lit pas un texte de la même façon dans un navigateur Web, un *e-book* ou un codex, il est normal de tenir compte de ces différences pour moduler la nature et la durée de la protection accordée à l'éditeur.

Si l'on examine la rotation des titres sur les étagères des librairies, force est de constater que la carrière d'un livre est devenue très éphémère et que celui-ci réalise l'essentiel de ses ventes dans les quelques mois qui suivent sa publication. Il serait donc sans doute acceptable, tout en sauvegardant les dispositions actuelles du droit d'auteur dans le monde physique, de permettre à la bibliothèque nationale, de concert avec les maisons d'édition, de rendre accessible sur un site Web public, dans un format minimal et sans possibilité d'appropriation commerciale, toute œuvre publiée. Un délai d'exclusion virtuelle publique serait maintenu par rapport au monde physique, afin de permettre aux versions commerciales d'atteindre leur seuil de rentabilité. Ce délai pourrait être de cinq ans pour les ouvrages de sciences humaines et peut-être le double pour les œuvres littéraires. Le site Gallica de la BNF jouerait ainsi pleinement son rôle de bibliothèque virtuelle, où les principales productions de la culture seraient accessibles et se fonderaient dans le vaste système de renvois de la toile universelle. Les textes publiés dans ce nouvel espace ne seraient pas isolés de ceux de la filière imprimée, ce qui permettrait à ces derniers de bénéficier de la dynamique du nouveau média, et aux divers registres de diffusion de la culture de fonctionner en complémentarité. Le lecteur pourrait ainsi découvrir des ouvrages auxquels il n'aurait jamais pensé autrement et butiner à travers leur contenu, tout comme il peut le faire dans une librairie ou une bibliothèque. S'il jugeait l'ouvrage assez intéressant pour désirer en faire la lecture dans des conditions plus propices, il aurait alors le choix entre diverses solutions : (a) se procurer un exemplaire papier, si celui-ci est disponible ; (b) faire imprimer l'ouvrage dans une librairie dotée d'un service d'impression sur demande : selon une étude récente, ce système devrait bientôt être tout à fait courant et couvrir la moitié de la production imprimée en 2020 ; (c) télécharger l'ouvrage en format livre électronique sur sa tablette (*e-book*)

ou, bientôt, sur son codex numérique (*e-ink*). Dans les trois cas, la copie serait évidemment payante selon une grille tarifaire établie par l'éditeur. Il incomberait à ce dernier de créer pour ses collections des mises en pages et des formats de lecture accueillants et conviviaux, car un livre est autre chose que du texte affiché au kilomètre et, même sur écran, le travail de l'éditeur peut lui ajouter une valeur non négligeable.

Cette proposition, qui rejoint pour l'essentiel le mouvement lancé en faveur du *lyber* par Michel Valensi des éditions de l'Eclat, ferait échapper à la situation paradoxale dans laquelle nous a plongés l'apparition du Web, et qui permet de trouver aujourd'hui sur ce nouveau média quantité d'ouvrages publiés voilà un siècle ou plus, alors que sont maintenus dans leur prison de papier les textes les plus proches de nous et les plus aptes à éclairer la réflexion sur le monde actuel. Leur intégration à la mémoire vive de la toile leur donnerait pourtant une nouvelle vie et une actualité plus aiguë, en les rendant enfin "cherchables" et accessibles pour tous. Loin d'être étouffées par ces dispositions, la création et la recherche connaîtraient un élan nouveau en raison de la fluidité accrue dans la circulation des œuvres et de leur mise en résonance mutuelle : on sait en effet que la densité des échanges favorise le renouvellement des formes culturelles. Le nouvel espace virtuel serait ainsi le prolongement naturel de la bibliothèque dans le XXI<sup>ème</sup> siècle, et sa fonction dans le partage du savoir n'entrerait plus en conflit avec les lois conçues pour le monde physique. En réduisant les inégalités culturelles, que celles-ci soient dues à des facteurs économiques, à l'éducation ou au fait de vivre à l'écart des grandes métropoles, cette "très grande bibliothèque" deviendrait la voie royale d'accès à cette société du savoir envisagée par des philosophes comme Pierre Lévy et Michel Serres, tout en contribuant à consolider l'espace francophone.

par Christian Vandendorpe,

"Le débat", n° 117 - novembre-décembre 2001

**ARABE :** répondre en **ARABE** aux questions ci-dessous :  
(250 mots environ pour chaque réponse)

- ١- كيف يتصور كاتب المقال مستقبل الكتاب في القرن الحالي ؟
- ٢- ما هي في رأيك الإمكانيات المتوفرة حاليا والمتوقع توفرها مستقبلا لتطبيق هذه الأفكار على ما ينشر من الكتب باللغة العربية ؟

## ITALIEN

Lire soigneusement le texte ci-dessous :

### La formule gagnante

Dans la plaine d'Emilie, la tradition veut que les mariées reçoivent en dot une petite bouteille de vinaigre balsamique, la spécialité du pays. Les garçons, dit-on, héritent, en guise de viatique, de la passion locale: la compétition automobile. Il n'est pas certain que la tradition perdure. Mais la passion demeure. A Maranello, à 170 kilomètres au sud-est de Milan, elle vire même à la folie! C'est là, dans ce gros bourg sans charme de 15 000 âmes, que se situe le fief de Ferrari. Ici, lors de chaque victoire de Michael Schumacher ou de Rubens Barrichello - les pilotes de la *Scuderia* -, la population s'enflamme, le curé sonne les cloches à toute volée et, à la *Galleria* (le musée de Ferrari), les visiteurs affluent. L'an dernier, 157 000 ont fait le pèlerinage.

Bien au-delà de Maranello et de l'Emilie-Romagne, la marque siglée du *Cavallino rampante* - le fameux Cheval cabré - fait vibrer des millions d'aficionados, du tifosi le plus fervent au fidèle téléspectateur. Lors de chaque Grand Prix dominical, bien sûr, de Melbourne à Silverstone, de Suzuka à Monte-Carlo. Ou tout simplement dans la rue, dès que l'un de ces bolides vrombissants, même domestiqué en véhicule grand tourisme, pointe son museau. Au volant de leur 456 M GT ou de leur 360 Modena Spider, les conducteurs sont matés comme des loffeurs! Fascinant et, somme toute, banal. Car Ferrari reste, pour beaucoup, un mythe. Symbole de perfection et de luxe, de frime et de richesse ostentatoire. Synonyme de sportivité et de performance. Source d'émotion, et même parfois objet de culte! Plus qu'une voiture, soutiennent les incondtionnels, c'est une œuvre d'art. Prisée par les stars du show-biz, les vedettes de l'industrie et une kyrielle d'amoureux anonymes de par le monde.

Une telle aura est sans commune mesure avec la taille de l'entreprise, propriété de la famille Agnelli. Avec moins de 5,9 milliards de francs de chiffre d'affaires et quelque 2 000 employés, Ferrari présente le profil d'une grosse PME. Bon an mal an, environ 4 000 voitures sortent de ses deux chaînes de montage. A peine plus qu'une journée de production de Fiat Punto! A Maranello, certes, la PME fait figure de géant. Mais comment expliquer une telle notoriété internationale?

Par l'histoire d'un homme, d'abord: le fondateur de la firme, Enzo Ferrari - alias le *Commendatore*. Sa haute silhouette, son regard toujours dissimulé par des lunettes fumées planent aujourd'hui encore sur le groupe. Décédé en 1988, à l'âge de 90 ans, ce personnage charismatique montra tout au long de sa vie un formidable appétit de se battre. Pourtant, adolescent, Enzo hésitait entre plusieurs vocations: journaliste sportif, chanteur de bel canto et pilote de course. Ce dernier métier, exercé une douzaine d'années, entre 1920 et 1931, se révélera un fantastique tremplin pour la suite de sa carrière. Certes, il n'égalait jamais les plus grands pilotes italiens, mais il sut gagner sur les circuits un certain respect.

En 1923, après l'une de ses victoires à Ravenne, le comte et la comtesse Baracca - les parents d'un as de l'aviation italienne, héros de la Première Guerre mondiale - lui demandèrent ainsi d'honorer le souvenir de leur fils, Francesco, en arborant sur les voitures son emblème: un cheval cabré. «J'ai gardé le *Cavallino* noir, racontera plus tard Enzo Ferrari. J'y ai seulement ajouté l'arrière-plan jaune - la couleur de Modène, ma cité.»

Durant un demi-siècle en formule 1 et plus encore de présence - et d'exploits - sur tous les terrains de sport automobile, du Mans à Indianapolis, de Monza à Sebring, le constructeur va tout vivre - de l'ère des *gentlemen drivers* au professionnalisme pur et dur - et se forger un palmarès unique. Dès 1948, il se lance aussi dans la fabrication de véhicules de série, d'abord prudemment, puis plus nettement vers la fin des années 50. Les premières bêtes de course accessibles au public sont difficiles à dompter. Ce sont de sacrés monstres, carrossés par les plus grands designers - Touring, Vignale, Pininfarina... Toute l'histoire de Ferrari va être jalonnée de modèles hors du commun. Certains classiques, indémodables, atteindront aux enchères des prix exorbitants. Comme cette 250 GTO, une version rarissime du début des années 60, vendue en 1990 chez Sotheby's 54 millions de francs! La fièvre spéculative est depuis retombée, mais la firme de Maranello continue de lâcher régulièrement de nouveaux fauves.

Ce mélange de passion, d'aventures humaines et mécaniques a été déterminant pour établir la réputation du groupe. Mais sa renommée tient aussi à un choix: Ferrari est resté un constructeur à part entière. Lorsque les industriels - à l'exception de quelques marques prestigieuses, comme Rolls-Royce - ne sont plus que des assembleurs, faisant largement appel à des équipementiers et à des sous-traitants, le groupe italien met encore un point d'honneur à réaliser lui-même la plupart des pièces de ses voitures. A sa manière, Ferrari reste un artisan.

Ici, on ne plaisante pas avec la qualité, et la finition doit être irréprochable. A l'usine, on ignore d'ailleurs les cadences infernales. Il faut environ un mois et demi pour construire une Ferrari - subtile synthèse de tradition et de technologie.

Bruno Abescat  
*L'Express*

Répondre en ITALIEN aux questions ci-dessous :  
(250 mots environ pour chaque réponse)

1. Conosciuto in tutto il mondo, a che cosa il marchio Ferrari deve la sua fama ?
2. La Ferrari è definita nel testo una "sottile sintesi di tradizione e tecnologia" : in che senso tale definizione può essere considerata emblematica dell'Italia contemporanea ?

## PORTUGAIS

Lire soigneusement le texte ci-dessous :

### **Le président brésilien Lula da Silva en tournée africaine pour promouvoir la solidarité Sud-Sud**

#### **Accord à Maputo sur la production d'antirétroviraux**

Le Brésil et le Mozambique ont signé un accord sur la construction d'un laboratoire de fabrication de médicaments antirétroviraux pour le traitement des malades du sida. L'accord a été conclu lors de la visite du président Luiz Inácio Lula da Silva qui a quitté jeudi 6 novembre Maputo, troisième étape de sa tournée africaine, après São Tomé e L'Angola et avant la Namibie et l'Afrique du Sud.

*"Nous menons une bonne politique en matière de lutte contre le sida au Brésil. Cette politique peut être étendue à l'Afrique"* a déclaré le président Lula. Le Brésil est un des rares pays qui produit des versions génériques des principaux médicaments antirétroviraux. Plus de douze types d'antirétroviraux sont aujourd'hui fabriqués par des laboratoires nationaux et distribués gratuitement à 500 000 malades brésiliens.

Le choix du Mozambique pour cette opération pilote a été motivé par la proximité linguistique entre les deux pays, qui devrait faciliter la formation et le transfert de technologies. La production locale d'antirétroviraux permettrait de faire chuter les prix et d'étendre l'accès aux médicaments. Aujourd'hui sur 1,5 million de séropositifs mozambicains, à peine un millier reçoit des antirétroviraux. Cependant le Brésil ne s'est pas engagé sur le financement du projet, évalué à 29 millions de dollars. Un partenariat entre les services de santé publics brésiliens et des laboratoires privés est envisagé.

#### **Lutte contre le sida**

Cet engagement pragmatique en faveur de la lutte contre le sida sur le continent africain revêt une dimension symbolique. *"Resserrer les liens avec l'Afrique est pour nous une nécessité historique, morale et politique"*, a déclaré Lula. L'importance de la délégation qui l'accompagne, composée de neuf ministres et d'une centaine de chefs d'entreprises, reflète les orientations du premier président de gauche d'un pays qui milite pour une plus grande solidarité Sud-Sud.

A ce jour l'Afrique ne représente que 5 % des échanges du Brésil avec le reste du monde. Au cours des discussions, Brasília s'est dit prêt à ouvrir ses marchés aux produits africains. *"Nous allons étudier des formules compatibles avec les règles de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), qui permettront aux produits des pays les plus pauvres d'entrer sans droits de douanes sur le marché brésilien"*, a déclaré Lula devant le parlement angolais. Au cours de son périple africain, une centaine d'accords de coopération doivent être signés, pour un montant global de 150 millions d'euros.

#### **L'élan de Cancun**

Par ce rapprochement politique avec l'Afrique, le président Lula souhaite poursuivre l'élan engagé lors de la conférence de l'OMC en septembre à Cancun (Mexique). Le Brésil avait alors pris la tête du groupe des Vingt-et-Un, front commun des pays du tiers-monde opposés aux subventions agricoles des pays riches. Même si les intérêts des pays les plus pauvres, principalement africains, et des pays émergents, comme le Brésil, peuvent être parfois contradictoires, les autorités brésiliennes ont appelé à *"une union des pays en voie de développement qui doivent coordonner leur action dans le domaine des négociations commerciales"*.

Les discussions avec l'Afrique du Sud, prévues à partir de vendredi, devraient également porter sur le renforcement du rôle des deux pays au sein des instances internationales. Dans la perspective d'une réforme de l'ONU, le Brésil et l'Afrique du Sud aspirent tous les deux à obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité.

Jordane Bertrand

Le Monde du 07/11/03

**Questions :**

Répondez en langue portugaise, selon votre norme portugaise ou brésilienne, aux questions suivantes (250 mots pour chaque réponse).

- 1) Qual é o objetivo do presidente Lula da Silva quando ele fala de uma boa política de luta contra o sida (aids) no Brasil que ele gostaria de desenvolver, também, nos países africanos?
- 2) Quais são as possibilidades de abertura do comércio externo do Brasil para a África e para que tipos de produtos?

## RUSSE

Lire soigneusement le texte ci-dessous :

Frédéric de Monicault, *Le Figaro*, 6 novembre 2003

Le président russe ne fait pas mystère de sa volonté géopolitique de redistribuer les cartes du pétrole

### **LA RUSSIE VEUT SUPPLANTER L'ARABIE SAOUDITE**

Les ambitions pétrolières russes se cristallisent sur l'Irak, et Moscou rappelle que Bagdad a contracté auprès d'elle une dette de 10 milliards de dollars.

Longtemps reléguée, en dépit de ses formidables réserves, au second plan de la scène pétrolière mondiale, la Russie veut rattraper le temps perdu. Cette nouvelle attitude se traduit par des chiffres : l'année dernière, la Russie a produit 7,6 millions de barils par jour (mbj), soit autant que l'Arabie Saoudite, ce qui représente une progression de 1,5 mbj chaque année depuis 1999.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une production de 8,6 mbj à l'horizon de 2010 et de 9,5 mbj en 2030. A condition, bien sûr, que les investissements soient à la hauteur. Toujours selon l'AIE, Moscou prévoit de consacrer à terme 5 % de son PIB au développement du secteur énergétique, alors que l'effort est de 1 % en moyenne dans les autres pays.

Au-delà de l'essor de sa production, la Russie ne fait pas mystère de sa volonté géopolitique de redistribuer les cartes de l'or noir. Dernier exemple en date : soutenue par d'autres pays producteurs comme le Mexique et la Norvège, la fédération a demandé à l'Opep d'augmenter ses quotas de production car elle juge le prix du baril abusivement élevé.

A dire vrai, ce n'est pas la première fois que la Russie s'oppose au cartel. Mais la situation est actuellement particulièrement favorable. Les Etats-Unis sont enlisés en Irak et cherchent à moins dépendre de l'Arabie Saoudite, son fournisseur traditionnel. La Russie veut se positionner comme un possible remplaçant du royaume.

Juste avant l'été, c'est-à-dire quelques semaines avant son incarcération Mikhail Khodorkovsky, alors patron du géant pétrolier russe YoukosSibneft, ne disait pas autre chose dans une interview à *Business Week*. « *En termes de priorité, les Etats-Unis sont les plus importants, ensuite je mets au même niveau l'Europe et la Chine* ». Aujourd'hui, Vladimir Poutine fait la même analyse. Il sait que le pétrole est le principal atout de la Russie et il veut le contrôler. Il veut gérer les affaires pétrolières de son pays en direct, s'affranchir de la tutelle des oligarques. Un observateur averti du marché explique : « *Au-delà des rivalités politiciennes, Poutine a bien compris que, si lui ou ses relais ne conduisaient pas la politique pétrolière, il perdrait un élément de reconnaissance considérable, tant nationale qu'internationale.* »

Reste à savoir comment les différents acteurs de l'univers pétrolier, « Majors » en tête, vont prendre la brutale reprise en main à laquelle on assiste. Car même si l'influence de la Russie va grandissant, il lui reste énormément de chemin à parcourir avant d'être considérée comme un partenaire parfaitement fiable. Pour preuve, en dépit de sa volonté affichée de collaborer étroitement avec les Etats-Unis, la quantité de brut exportée outre-Atlantique par la Russie stagne au niveau insignifiant de 0,2 % du marché américain, à comparer avec les 20 % de l'Arabie Saoudite et les 14 % du Venezuela.

Par ailleurs, si toutes les compagnies occidentales manifestent leur intérêt de se développer en Russie, très peu de projets débouchent effectivement sur des accords officiels. Ce représentant

d'une « Major » en témoigne : « Il est très compliqué de travailler avec les Russes. Outre le nombre d'intermédiaires, il faut compter aussi avec le poids des pouvoirs locaux qui empêchent souvent d'avoir une bonne visibilité sur les projets. »

L'exemple de YoukosSibneft, qui vient de défrayer la chronique, est à cet égard particulièrement édifiant. Avant l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovsky, ExxonMobil songeait à prendre une participation dans la première compagnie russe, participation qui, selon les souhaits de son ex-patron, aurait pu monter jusqu'à 40 voire 50 % du capital.

Désormais, le nouveau président de la société, l'Américain d'origine russe Simon Kukes, manifeste une grande prudence, ce qui fait dire à un analyste du secteur : « Si toutes les velléités de partenariat, industriel ou financier, sont stoppées, alors ce sera un échec personnel pour Poutine. Il ne suffit pas de faire le ménage, encore faut-il inspirer confiance aux investisseurs étrangers. »

En attendant, les ambitions pétrolières russes se cristallisent également sur l'Irak, et Moscou n'oublie pas de rappeler que Bagdad a contracté auprès d'elle une dette de 10 milliards de dollars. Dès le printemps, les représentants russes ont fait part de leurs exigences, à savoir l'implantation en Irak, dans les meilleures conditions, de leurs deux principales compagnies, YoukosSibneft et Loukoïl. Sur ce terrain aussi, Vladimir Poutine va devoir jouer serré.

RUSSE : Répondre aux questions ci-dessous  
(250 mots environ pour chaque question)

1. Какие аргументы и факты приводит автор статьи из «Фигаро», чтобы обосновать свой вывод: «Россия хочет занять место Саудовской Аравии»?
2. Почему Россию не считают партнером, заслуживающим полного доверия?